

ECONOMIE INTERNATIONALE  
SOMMET DE BONN  
(16-17 juillet 1978)

114. Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement

(Source : Ministère des Affaires étrangères)

TEXTES OFFICIELS

Les chefs d'Etat et de gouvernement du Canada, de la République fédérale d'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique se sont réunis à Bonn les 16 et 17 juillet 1978. La Communauté européenne était représentée par le président du Conseil européen et par le président de la Commission des Communautés européennes pour la discussion des affaires entrant dans la compétence de la Communauté.

1. Nous nous sommes mis d'accord sur une stratégie globale couvrant la croissance, l'emploi et l'inflation, la politique monétaire internationale, l'énergie, le commerce et d'autres questions présentant une importance particulière pour les pays en voie de développement. Nous devons créer davantage d'emplois et combattre l'inflation, intensifier les échanges commerciaux internationaux, réduire les déséquilibres de balance des paiements et atteindre une plus grande stabilité sur les marchés des changes. Nous faisons face à des problèmes à long terme dont seuls des efforts soutenus pourront venir à bout. Cette stratégie forme un tout cohérent dont les éléments sont interdépendants. Chacun de nos pays peut apporter sa contribution ; chacun peut en tirer profit.

*Croissance, emploi et inflation*

2. Notre principal souci est le chômage qui sévit à travers le monde, car il se situe à un niveau trop élevé depuis de nombreuses années ; il frappe d'une manière particulièrement dure les couches les plus vulnérables de la population ; son coût en termes économiques est élevé et son coût sur le plan humain plus élevé encore. Nous agissons, par la voie de mesures propres à assurer la croissance et à développer les qualifications professionnelles, de façon à accroître l'emploi.

Ce faisant, nous nous appuyerons sur les progrès qui ont déjà été réalisés dans la lutte contre l'inflation et chercherons à remporter de nouveaux succès dans cette lutte. Mais nous avons besoin d'améliorer la croissance là où c'est possible sans ranimer l'inflation de façon à réduire les surplus et les déficits excessifs de balance des paiements. Ceci atténuera les mouvements déstabilisants des taux de change. Une croissance améliorée contribuera à réduire les pressions protectionnistes. Elle servira aussi à encourager les flux d'investissement privé dont dépend le progrès économique et nous nous efforcerons d'abaisser les obstacles aux investissements privés sur le plan tant national qu'international. Une meilleure croissance est nécessaire si l'on veut que le monde libre puisse répondre à l'attente des peuples qui le forment et aux aspirations des pays en développement.